

Approche systémique, autonomie des systèmes politiques, et avenir de la planète

Marie-Noëlle SARGET

Chercheur à l'EHESS, associée au Ladyss (Paris X)

e-mail : sarget@atacama.ehess.fr

Abstract : A systemic approach helps to understand that political national systems only enjoy a limited autonomy, which explain their incapacity to control the consequences of globalisation. Transforming their environment, globalisation changes their conditions of functioning : they must face new demands and constraints, with limited resources, while their powers are questioned by supranational regulations and regional autonomies, and economic and financial actors widely escape their intervention ability. But they are still able to do something. The economical and ecological situation of the world would require a global quick actuation, but nobody knows what to do : to put in place an international prospective thinking about the regulations indispensable for our planet could be a first step to help us to escape the worst.

Résumé : L'approche systémique permet de comprendre que les systèmes politiques nationaux ne jouissent que d'une autonomie restreinte, ce qui explique leur impuissance à maîtriser les conséquences de la mondialisation. En transformant leur environnement, la mondialisation modifie leurs conditions de fonctionnement, car ils doivent faire face à des demandes et à des contraintes nouvelles, avec des ressources limitées, tandis que leurs compétences sont remises en cause par les régulations supranationales et les autonomies régionales, et que les acteurs économiques et financiers échappent largement à leur capacité d'intervention.

Mais ils ont encore la possibilité de faire quelque chose. La situation économique et écologique du monde exigerait une action globale rapide, mais nul ne sait ce qu'il faut faire : la mise en place d'une réflexion internationale prospective sur les régulations indispensables à notre planète pourrait être une première étape pour nous permettre d'échapper au pire.

I - La spécificité de l'approche systémique du politique

Au début de cet atelier sur les systèmes politiques, je voudrais insister sur le fait que l'approche systémique du politique diffère des autres approches du politique, et possède des particularités bien précises.

Je commencerai donc ma propre communication sur l'autonomie des systèmes politiques par quelques rappels...

Tout d'abord, les approches systémiques se caractérisent par le fait de ne pas isoler l'objet étudié de son environnement, mais au contraire des approches positivistes, de le replacer dans son environnement.

Replacer l'objet dans son contexte et dans son évolution avait été une démarche précédemment pratiquée en sciences humaines par différents courants : les marxistes ont ainsi dès le XIX^{ème} siècle fait des analyses mettant en relation l'évolution technologique, économique, et sociale, le politique et l'idéologique, et mis l'accent sur les processus plutôt que sur les objets. Il en a été de même pour les structuralistes génétiques : ainsi chez Lucien Goldman, les "niveaux" supérieurs et inférieurs

constituent de fait l'environnement de l'objet, qui peut être "compris" ou "expliqué" selon le niveau auquel on se réfère¹. Mais les approches systémiques constituent un outil intellectuel infiniment plus performant, dans la mesure où elles ne souffrent pas des mêmes rigidités : il n'y a plus de dernière instance, ni de définition à priori des superstructures ou infrastructures, et le choix des éléments pertinents dans la définition du système ou l'explication de son évolution n'est pas davantage déterminé.

- Le paradigme systémique renvoie à un corpus théorique et méthodologique relativement défini², et il ne suffit pas d'utiliser le mot de système dans son sens courant pour pratiquer la systémique. Tous les types d'interactions possibles entre des éléments ne constituent pas un système : un système suppose cohérence relative, capacité de reproduction, projet... Et une analyse systémique que les relations entre les différents systèmes soient menées en termes de processus et de rétroactions³ dites "négatives" (ou stabilisatrices) ou "positives" (déstabilisatrices)... L'explication et la causalité adoptent des formes nouvelles : la rétroaction introduit la causalité "circulaire", dans laquelle l'effet rétroagit sur la cause qui devient cause à son tour, la causalité linéaire apparaissant alors comme une coupure arbitraire dans l'enchaînement causal.

Si la science politique est restée généralement étrangère aux approches systémiques⁴, quelques sociologues - Parsons et Easton aux Etats-Unis, Luhman en Allemagne, ou Jean-William Lapierre en France - ont ouvert la voie à des analyses systémiques du politique.

De façon très générale, on peut affirmer que pour l'approche systémique, l'évolution des S.P, comme celui de tous les systèmes ouverts, est le produit de leurs interactions avec leur environnement.

De façon plus précise, cet environnement peut être décomposé, à la suite de Jean-William Lapierre, dans *l'Analyse des systèmes politiques*, en différents systèmes sociaux internes et externes à la société considérée : systèmes écologique, bio-social, économique, politique, culturel, systèmes extérieurs, chacun étant également décomposable en différents sous-systèmes, et en interaction avec tous les autres à des degrés et selon des modalités variables : il n'y a pas a-priori de système dominant, ni de dernière instance, ce qui ne veut pas dire que dans telle ou telle circonstance particulière, il n'y a pas domination de tel ou tel système sur les autres. Celle-ci sera repérable par les fortes contraintes que ce système impose aux autres, et les facteurs principaux de puissance, prestige et pouvoir dans la stratification sociale de la société

¹ Goldman, p.64-67.

² Voir la bibliographie à la fin de la communication...

³ en anglais : "feedbacks".

⁴ à part, peut-être, Lucien Sfez, ou Georges Lavau...

considérée : par exemple, une prédominance des hiérarchies religieuses tendra à indiquer celle du système culturel, celle de la richesse, celle du système économique...

Le système politique est l'ensemble des processus de décision qui concernent la totalité de la société globale : c'est un système décisionnel, qui agit dans des conditions d'incertitude importante, et non un système programmé ; c'est aussi un système régulateur, celui qui coordonne les interactions entre les autres systèmes sociaux .

Ses interactions avec son environnement le poussent à évoluer, car

- l'évolution des autres systèmes internes et externes conditionnent la sienne
- la complexité des réseaux de *feedback*, et leur interaction dans le temps ne peuvent être parfaitement contrôlés : les "*outputs*" du système politique, sa propre action sur les autres systèmes sociaux produit des *feedbacks* positifs qui modifient nécessairement ses "*inputs*" : les résultats immédiats et les répercussions à plus long terme de ses interventions le poussent à adapter ses décisions en conséquence.

Certaines décisions politiques concernent directement le propre fonctionnement du système et son organisation : ce que David Easton appelle des "*intrasystem outputs*" .

Les boucles de rétroaction enclenchées permettent la dynamique autonome du système. Elles mettent en oeuvre, comme ses autres décisions, sa mémoire, et sa capacité de prise de conscience, d'analyse, de "computation" pour reprendre un terme de Morin... capacité dont la mobilisation dans un sens ou dans l'autre dépend des acteurs politiques qui participent au système, ou en sont exclus par la stratification sociale existant dans la société considérée...

Ces évolutions peuvent être lentes et progressives, se produire en douceur, ou être relativement rapides et brutales, et porter sur des éléments limités ou fondamentaux du système politique : on distinguera ainsi les processus adaptatifs de régulation "réformistes", qui ne modifient pas en profondeur le régime - ou mode d'organisation du système politique -, des processus "révolutionnaires", qui entraînent un changement de régime politique, souvent accompagné d'une transformation au moins partielle du mode d'intervention du système politique sur les autres systèmes sociaux et de l'ensemble de ses relations internes et externes .

Le régime - qui peut prendre des formes très variées de dictature, démocratie, monarchie, aristocratie... - est le mode d'organisation du système. Conceptuellement, s'il dépend de l'évolution du système, et de ses relations avec les autres systèmes, il ne se confond pas le système.

J'ai essayé pour ma part dans ma thèse de sociologie politique d'utiliser une approche systémique pour étudier un parti politique, le Parti socialiste du Chili, ce qui m'a amenée à remettre en question certains postulats théoriques et méthodologiques des approches systémiques. Pour que cette étude ne consiste pas en une autre forme de

découpage arbitraire, d'un type opposé à celui du positivisme mais tombant finalement dans le même travers, il m'est apparu que, s'il était d'un très grand intérêt heuristique de replacer l'objet dans son environnement, il ne fallait pas pour autant traiter ce qui se passait à l'intérieur du système comme une "boite noire", car ce qui se passait dans la supposée boite noire influait bien évidemment fortement sur les interactions du système ou de l'objet étudié avec l'environnement. Il m'a fallu, également, compléter les approches systémiques de type cybernétique par les apports d'autres auteurs, comme Yves Barel ou Edgar Morin, pour introduire la complexité et le paradoxe, comprendre que l'élément n'a rien d'immuable, mais est lui-même complexe et pénétré par l'environnement, conditionné par lui dans son identité, sa nature, son évolution... D'où une démarche multidimensionnelle : au lieu d'étudier le Parti socialiste chilien en me centrant sur lui et son histoire, je l'ai étudié comme le produit de ses interactions avec les différents systèmes sociaux de la société chilienne, à différentes étapes de l'histoire de ce pays, mais également comme un acteur dynamique au sein de cette société, à l'évolution de laquelle il a participé, action qui a elle-même contribué à sa transformation. Mais il ne m'est pas possible d'en dire ici davantage⁵...

II - L'approche systémique de l'autonomie du politique

Il n'est pas possible de concevoir uniquement un système politique comme une sorte de superstructure située au dessus de la société, ni les décisions politiques en dehors

de la nature du système politique dont elles sont issues, sans tenir compte des contraintes émanant des autres systèmes sociaux de la même société ou des systèmes extérieurs, qui pèsent sur ce système politique.

Plusieurs d'entre vous - peut-être sous l'influence persistante du marxisme - ont principalement saisi le système politique dans son rapport avec le système économique - et c'est aussi mon cas, comme vous le verrez ci-dessous. Mais une approche systémique devrait également s'interroger sur les relations du SP avec les autres systèmes sociaux, et avec les systèmes extérieurs. Le politique ou l'économique ne sont pas, loin de là, les seuls facteurs de changement, et l'évolution des autres systèmes sociaux peut elle aussi être déterminante pour celle de l'économique et du politique. Un ouvrage peu influent dans l'université mais très prisé dans d'autres enceintes, comme celui d'Alain de Vulpian : *A l'écoute des gens ordinaires* ⁶, montre bien que les innovations technologiques, les modes de consommation et de communication,

⁵ Cette démarche est explicitée tout au long de mon ouvrage "*Système politique et Parti socialiste au Chili : un essai d'analyse systémique*", Paris, L'Harmattan, 1994.

⁶ Dunod, 2003.

l'évolution de la culture, des arts, des valeurs et des idées, peuvent également constituer des facteurs de transformations révolutionnaires, profondément influents sur le politique et l'économique.

Les limites des analyses isolant le système politique des autres systèmes sociaux sont particulièrement évidentes lorsqu'il s'agit des effets de la mondialisation.

D'un point de vue systémique, l'évolution des systèmes politiques est le produit de leurs interactions avec leur environnement. En le transformant, la mondialisation modifie leurs conditions de fonctionnement : ils doivent faire face à des demandes et à des contraintes nouvelles, avec des ressources restreintes, tandis que leurs compétences sont remises en cause par les régulations supranationales et les autonomies régionales, et que les acteurs économiques et financiers échappent largement à leur capacité d'intervention.

La mondialisation a pour effet d'accroître les interactions économiques, politiques, sociales et culturelles entre les Etats-nations, et donc, de réduire leur autonomie : la pression des systèmes extérieurs s'accroît. Les évolutions seront moins "autoproduites", et davantage fonction des évolutions externes, tant sur le plan du contenu que du calendrier...

Le sentiment d'une impuissance relative des autorités politiques est fondé, car leurs possibilités d'action sont de plus en plus restreintes par l'évolution des *inputs* :

- Les ressources du système sont tout ce qui peut contribuer à sa variété, et à ses possibilités d'action.

Or, les ressources *économiques* dont ils disposent tendent à se réduire :

. Le recours à l'impôt est limité, pour favoriser l'emploi et la compétitivité des entreprises, retenir les cadres, éviter l'évasion vers les paradis fiscaux pour les particuliers et les entreprises, et les délocalisations

. Les outils traditionnels de la politique économique ne sont plus utilisables ou sont moins efficaces : par exemple, dans un pays comme la France, à l'économie très ouverte, les politiques keynésiennes de relance par la demande ont un impact limité, car son augmentation se porte désormais en grande partie sur des biens importés. Il en est de même des politiques monétaires : avec le serpent, puis la monnaie unique, inflation et dévaluation ont disparu de l'arsenal dont disposaient les gouvernements européens. Elles demeurent utilisables, avec des inconvénients accrus, dans d'autres pays. Ne reste que la possibilité de contrôler salaires, prix, minima et prélèvements sociaux, dans la mesure où les partenaires sociaux l'acceptent. D'où les discussions politiques autour d'enjeux comme la retraite ou la sécurité sociale : on ne parle que de ce sur quoi on peut encore agir...

Les ressources *culturelles* - qui apportaient aux autorités en tant que telles un soutien "diffus"-, sont également en diminution : tel est le cas

- des religions (valeurs du respect et de la morale)
- de l'autorité de la famille, et notamment du père
- de la référence à une culture commune, de par la présence de communautés où la loi n'est pas admise ni appliquée (excision, polygamie, rejet des politiques étrangères menées par l'Etat en fonction d'appartenances communautaires, etc...)
- de la culture de proximité villageoise, qui favorisait l'éducation des enfants par l'ensemble des citoyens adultes, disparue pour laisser place aux grands ensembles où l'enfant est livré à lui-même

La culture médiatique mondialisée contribue à la réduction de ce soutien en diffusant à la fois des modèles de consommation que la plupart des systèmes économiques de la planète ne sont pas en état de satisfaire, et des modèles de violence.

La mondialisation pousse en effet les demandes adressées à l'Etat à la hausse. En effet, la concurrence accélérée qu'elle stimule conduit à la restructuration des entreprises et au recyclage permanent des hommes à travers le chômage et l'apprentissage de nouvelles technologies. L'Etat doit accompagner ces processus, et, dans nos pays développés, favoriser de surcroît la spécialisation des citoyens dans les technologies de pointe à forte teneur en matière grise, ce qui suppose, d'une part

- la multiplication des aides à l'emploi et à la formation permanente
- la modernisation du système scolaire et son adaptation (à la formation à l'informatique, par exemple...)
- l'aide à internationalisation des élites (apprentissage des langues, programmes d'échanges d'étudiants, recrutement des élites étrangères...)
- l'accroissement de l'aide à la recherche

Etc.

Et d'autre part, l'aide à ceux qui ne peuvent pas suivre le mouvement pour éviter la "fracture sociale" et le déchirement de la société :

Le problème se pose en termes très différents, du moins en ce qui concerne la gravité des conséquences sociales, dans la plupart des pays du Tiers-Monde, où les ressources du système politique sont insuffisantes pour faire face aux demandes multiples des autres systèmes sociaux, et sont de surcroît souvent ponctionnées par la dette et la corruption. Ainsi, en Afrique, l'insuffisance des ressources ne permet pas de satisfaire les demandes émanant du système biosocial afin de soigner les malades du sida : d'où les prévisions d'une réduction substantielle de la population dans les prochaines décennies.

Enfin, la mondialisation génère un grand nombre de contraintes pour les systèmes politiques, c'est à dire, tout ce qui contribue à réduire la variété du système, et ses possibilités d'action.

Elle limite, en effet, le pouvoir des Etats.

- Sur le plan *juridique*, des institutions comme l'OMC, ou les communautés européennes, créent des contraintes juridiques internationales considérables au pouvoir des Etats : la moitié des lois votées actuellement par le parlement français seraient consacrées à les faire entrer dans le droit français... D'autres institutions, comme les ONG internationales, du type Greenpeace, en appellent aux opinions publiques pour faire pression sur les Etats.

- Sur le plan *économique*, les contraintes liées à la mondialisation libérale, telle qu'elle fonctionne actuellement, pèsent parfois très fortement sur des Etats à peu près impuissants :

. Les mouvements spéculatifs de capitaux ont été en grande partie responsables de la chute de la livre en 1992, comme de la crise asiatique, laissant aux systèmes politiques concernés le soin de réparer tant bien que mal les dégâts...

. Les plans d'ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale ont souvent totalement ignoré les conséquences sociales gravissimes de leur application (fermeture d'hopitaux, décès d'enfants...)

. Les règles internationales en matière de concurrence limitent les possibilités d'intervention des Etats en faveur des entreprises nationales, tant à l'exportation que sur leur territoire. Un tiers des entreprises du CAC 40 seraient ainsi passées aux mains des fonds de pension étrangers.

. Le modèle néolibéral a été brutalement imposé à l'économie russe sans tenir compte de l'absence des institutions politiques, des administrations, et de la culture correspondantes : d'où le désastre économique et le développement de "mafias" que l'on a constatés, à la place des entrepreneurs espérés...

La mondialisation rend, ainsi, l'évolution des *inputs* des systèmes politiques difficile à gérer : à des demandes et des contraintes en hausse, correspondent des ressources en baisse... ce qui conditionne fortement les *outputs* encore possibles...

La réduction de l'autonomie des systèmes politiques nationaux explique très largement les échecs répétés des politiques menées en France successivement par les partis de gouvernement, qu'ils soient de droite ou de gauche : leur marge de manoeuvre est de fait de plus en plus réduite, et quelles que soient les mesures prises, la lutte contre le chômage et les inégalités ne peut porter actuellement que des fruits limités. Les sanctions électorales sont nécessairement injustes, inadaptées, dépourvues de sens et de portée, car elles reposent sur l'illusion d'une autonomie du système politique national,

en pratique de plus en plus restreinte. Illusion entretenue par les discours et les promesses non tenues, qui ne peuvent que se succéder d'élections en élections, tandis que le citoyen s'interroge sur le sens d'une démocratie caractérisée par l'impuissance... L'inefficacité des hommes politiques n'étant pas de leur fait, mais liée au contexte externe de la mondialisation, il est douteux que les solutions proposées par les extrêmes de droite ou de gauche puissent avoir un effet favorable : le repli autarcique n'est plus possible car il se paierait d'un retard économique et technologique considérable...

III - Comment mettre l'imagination au pouvoir ?

Mais peut-on reprocher aux hommes politiques de n'avoir pas de solution miracle ? Il faut bien voir que la société civile de leur fournit aucun moyen de faire face intellectuellement à une situation totalement nouvelle, et qu'aucun économiste de quelque bord que ce soit n'est actuellement capable de proposer un modèle économique planétaire viable, de trouver une solution au problème du déficit de la balance des paiements américaine qui ne débouche pas sur une crise économique mondiale, ou des idées efficaces et exemptes d'effets pervers pour lutter contre le chômage !

Si les processus qui ont conduit à la situation actuelle ont été jusqu'à présent trop rapides, et pour cela, incontrôlés, le retour en arrière ne serait ni possible, ni souhaitable, car il nous priverait de l'élargissement culturel ainsi que des bienfaits économiques qui constituent l'autre face de la mondialisation - bienfaits dont bénéficient, on le sait, la plupart des pays développés ainsi qu'un certain nombre de pays du Tiers-monde, en particulier en Asie. Mais continuer à faire la politique de l'autruche en ignorant que l'on va droit au mur avec la diffusion généralisée du modèle occidental n'est pas une solution ! Il y a une nécessité absolue d'imaginer de nouveaux modèles de société et de régulation politique, l'extension des modèles actuels de développement au tiers-monde ne permettant pas, comme chacun le sait maintenant, la survie de la planète. Pour que la globalisation ne débouche pas sur un cataclysme écologique irrémédiable, et cesse de causer des catastrophes économiques et sociales à répétition, elle doit impérativement s'accompagner de l'invention d'autres modèles de développement, d'une régulation internationale et régionale et de la mise en place d'un système politique mondial fort, et à la légitimité reconnue - qui ne peut être que le fait des Etats.

Que faire ? Si une approche systémique du politique met en garde contre les modèles analytiques réducteurs, isolant le politique, elle met également en garde contre la mise en place de modèles normatifs réducteurs, dont on a vu le danger avec le marxisme, mais également avec le néolibéralisme.

Il apparaît par ailleurs de plus en plus clairement que l'exportation du modèle démocratique occidental sous la forme qu'elle a connue ces dernières années ne saurait constituer un remède aux maux que connaît la gouvernance dans un grand nombre de pays : un tel modèle ne peut fonctionner que dans la mesure où les peuples peuvent se l'approprier, le réinterpréter, l'intégrer dans leur culture politique et leur système de valeurs, où il répond à la demande et aux aspirations des sociétés non occidentales telles qu'elles sont, et non telles que le monde occidental voudrait qu'elles soient : les cas de la Russie ou de l'Irak illustrent bien les dangers d'une telle naïveté. L'approche systémique nous permet de comprendre, en effet, que dans nos propres sociétés, le système politique occidental ne s'est pas développé séparément des autres systèmes sociaux, mais qu'il est, au contraire, le fruit de plusieurs siècles d'interactions entre les différents systèmes constitutifs de ces sociétés ! Il faut donc explorer d'autres voies que le parachutage autoritaire de nos propres régimes...

La prise en compte des interactions systémiques nous met cependant en face d'exigences qui peuvent paraître contradictoires ou paradoxales, et qui sont en tout cas difficiles à concilier : si les régulations politiques et économiques ne doivent pas servir de prétexte pour cautionner le néocolonialisme, ni l'extension ou le maintien de la domination occidentale ou nord-américaine, nul ne contestera qu'il convient, tout en préservant la diversité des modèles sociaux, politiques et culturels, d'étendre les droits de l'homme - et de la femme -, de préserver l'environnement, de concevoir un monde doté d'une régulation économique, écologique et politique au niveau planétaire, que le désastre écologique annoncé rend indispensable à la survie de l'humanité.

Il me semble donc qu'il faudrait de toute urgence mettre en oeuvre des politiques internationales de recherche et de réflexion sur ce type de problèmes : s'il n'incombe pas aux hommes politiques, qui travaillent toujours dans l'urgence, de trouver seuls des solutions susceptibles de répondre aux graves problèmes que devra affronter l'humanité dans les décennies à venir, ils pourraient mettre en place au niveau international, par exemple dans le cadre des Nations Unies, une réflexion prospective globale aujourd'hui quasiment inexistante.

Dans cette optique, l'ensemble des travaux menés sur le développement durable, ou le protocole de Kyoto constituent un premier pas encourageant. Mais les thèses très pessimistes avancées par le systémicien Nicholas Georgescu-Roegen⁷ ou l'économiste français Serge Latouche, favorables à l'abandon de toute idée de

⁷ Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance*, Ed. Sang de la terre, Paris, 1995.

développement, pour s'orienter vers une "décroissance" impliquant de limiter la production et la consommation dans les pays les plus riches au profit d'un mode de vie axé sur le qualitatif et le culturel, devraient être prises davantage au sérieux et discutées sur la place publique, car ces auteurs ont le rare mérite d'essayer de repenser l'économique à partir des contraintes écologiques. Mais ils ne se penchent pas sur les conséquences sociales et politiques des bouleversements suggérés.

Dans ce domaine, les propositions émises par l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros Ghali, qui portent principalement sur la régulation politique et le projet d'une démocratisation des Nations Unies⁸, vont, semble-t-il, dans la bonne direction⁹. En effet, elles tiennent généralement compte de la multiplicité des paramètres et des interactions systémiques, dans leur complexité. Par exemple, il explique que se limiter aux relations interétatiques ou aux problèmes de frontières, n'est pas une option méthodologiquement valable dans les opérations de maintien de la paix et de prévention des conflits : au contraire, il considère qu'il ne faut pas séparer politique et économie, démocratie et développement, et affirme que l'efficacité suppose une implication dans le suivi interne de l'après-conflit, dans la mise en place des conditions économiques de la paix et du développement. Il préconise aussi une participation de l'ensemble des acteurs sociaux et culturels de tous types et de tous niveaux - incluant, par exemple, entreprises et ONG - à l'édifice démocratique de la nouvelle gestion du monde, et intègre pleinement dans ses analyses le point de vue et les intérêts des Etats et des populations les plus pauvres.

Boutros Boutros Ghali, en se plaçant au niveau de l'avenir et des intérêts de l'ensemble de la planète, élabore une réflexion prospective sur une évolution souhaitable des systèmes politiques, en tenant compte de leur interaction avec les autres systèmes sociaux. Mais il n'aborde que marginalement les problèmes écologiques, l'évolution de la population mondiale, ou celle de l'économie. Ce qui montre bien que le travail de réflexion globale inter et transdisciplinaire à mener déborde en effet, très largement, les possibilités d'un seul individu, aussi brillant, clairvoyant et expérimenté soit-il...

La situation économique et écologique du monde exigerait une action globale rapide, mais il faut être conscient que la complexité des problèmes à résoudre est telle que nul ne sait actuellement ce qu'il faut faire, ni comment faire pour éviter des effets pervers catastrophiques... La mise en place d'une réflexion internationale prospective

⁸ *Démocratiser la mondialisation*, Ed. du Rocher, 2002.

⁹ Il en est de même des idées développées par le Premier ministre français Dominique de Villepin, dans son ouvrage *Un autre monde* (Paris, Ed. de L'Herne, 2003) ; voir, en particulier, son discours : "Pour une nouvelle éthique du monde", p.421 à 444, qui témoigne d'une conscience aigüe de la complexité des interactions systémiques.

sur les régulations indispensables pourrait être une première étape pour nous permettre d'échapper au pire¹⁰.

Bibliographie

- BAREL (Yves) : - *La Reproduction sociale*, Paris, Anthropos, 1973.
.- *Le paradoxe et le système*. Grenoble, Presses universitaires, 1979.
- BOUTROS-GHALI (Boutros).- *Démocratiser la mondialisation*, Paris, Ed. du Rocher, 2002.
- CROZIER (M.), FRIEDBERG (E.).- *L'acteur et le système*, Paris, Ed. du Seuil, 1977.
- DAHL (Robert).- *L'analyse politique contemporaine*, Paris, Robert Laffont, 1973.
- DEUTSCH (Karl).- *The nerves of government*, Londres, Free press of Glencoe, 1963.
- DONNADIEU (Gérard), KARSKY (Michel).- *La systémique, penser et agir dans la complexité*, Ed. Liaisons, Paris, 2002.
- EASTON (David) .- *A framework for political analysis*, Prentice hall, 1965.
.- *Analyse du système politique*, Paris, Armand Colin, 1974.
- GEORGESCU-ROEGEN (Nicholas).- *La décroissance*, Ed. Sang de la terre, Paris, 1995.
- GOLDMAN (Lucien).- *Marxisme et sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1970.
- LAPIERRE (Jean-William).- *L'analyse des systèmes politiques*, Paris, PUF, 1970.
.- *L'analyse de systèmes. L'application aux sciences sociales*. Paris, Syros, 1992.
- LUGAN (Jean-Claude).- *La systémique sociale*, Paris, PUF, 1993.
- LUHMANN Niklas.- *Politique et complexité*, Ed. du Cerf, paris, 1999.
- MORIN (Edgar).- *La Méthode*, 6 tomes, Paris, Ed. du Seuil, 1977 à 2004.
- SARGET (Marie-Noëlle) .- *Système politique et Parti socialiste au Chili. Un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994.
.- "Systemic analysis and its use in political sociology", in *International systems science Handbook*, GH Benathy, RR Delgado Eds, Valencia, 1992, p. 316-323.
. - "Forces et faiblesses du concept de développement durable", in "*Anthro-politique et gouvernance des systèmes complexes territoriaux*", CIRESS-LEREPS-GRES, Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, 2005, p.173-184.

¹⁰ Voir sur ce même CD-rom, dans ma communication : "Art et systémique, l'exemple de la peinture", mon oeuvre : "Paris en 3005".